

L'Union Européenne, puissance post-coloniale en Méditerranée ?

Kalypso Nicolaidis

Comment penser une Europe qui pèse vraiment dans les affaires du monde, et de l'espace méditerranéen en particulier ?¹ On ne cesse de le répéter : à l'aune de la puissance américaine, l'Union Européenne ne fera pas le poids militairement pendant certainement des décennies. Et de toutes façon, son ambition ne peut être de s'opposer ou de se comparer aux Etats-Unis, ni même de se présenter comme puissance *alternative*, alors qu'au Sud personne ne regrette le temps de la « mission civilisatrice de l'homme blanc », version archéo. Reste qu'entre les deux écueils, celui d'un hégémonisme américain s'exprimant au travers d'une politique de domination unilatérale, et celui d'une gestion conjointe du monde servant les intérêts propres des deux puissances, l'Europe peut choisir une troisième voie, celle d'être non une *puissance* mais un *modèle alternatif*, non pas systématiquement contre ou avec mais à côté des Etats-Unis. Un tel projet s'articulerait autour de quelques principes clés : le principe de *cohérence* d'une part, entre l'être et le faire, politiques internes et ambitions externes, le principe de *réciprocité* d'autre part, qui suppose de renverser le regard *sur* en regard *de* l'autre, non plus de l'Occident vers l'Orient, mais du Sud vers le Nord. Enfin, il s'agit de donner un contenu fort à la notion d'une Europe réellement et profondément post-coloniale, une Europe qui serait à même de tourner pour de bon la page mal écrite du « clash des civilisations », grille de lecture commode mais si dévastatrice du monde contemporain.

L'Empire en marche

Tout projet d'empire n'est pas de la politique étrangère mais de la politique intérieure. C'était vrai pour Rome, et c'est vrai aujourd'hui pour les Etats-Unis. Avec la fin de la Guerre froide, ayant perdu leur Autre – l'Union Soviétique –, les Américains devaient bien trouver un Autre de substitution. D'autant plus qu'il existe des tensions énormes autour du projet multiculturel états-unien, et que, dans ce contexte, il est avantageux de pouvoir externaliser cette question du rapport à l'Autre, plutôt que d'y faire réellement face à l'intérieur du cadre national – Israël étant un autre cas emblématique de cette stratégie de fuite où la diabolisation de l'Autre palestinien permet d'évacuer momentanément la question du risque d'éclatement de la société israélienne.

En même temps, à propos de l'Irak, il faut être capable, comme Braudel avec la Méditerranée, de distinguer le temps court du temps long. Sur le temps court, il faut effectivement dénoncer cet hégémonisme naïf, ce rapport « innocent » au monde, mais une innocence bien enfantine qui conduit à penser que l'on pourrait imposer la démocratie par en haut, faire du « nation building » en préfabriqué. C'est évidemment une contradiction dans les termes : la démocratie doit s'inventer et se créer par en bas. Cela ne veut pas dire bien sur, que les démocrates qui luttent dans leur pays n'ont pas besoin d'aide extérieure. Mais cette aide doit être contrainte par l'impératif de donner du pouvoir (*empower* en anglais), et non succomber à la tentation impériale de contrôler les esprits et les corps.

¹ Je tiens à remercier ici Dimitri Nicolaidis pour l'aide précieuse qu'il m'a apportée dans la rédaction de cet article.

C'est aussi un hégémonisme dangereux, dans la mesure où, structurellement, il secrète ses propres justifications, de son apparition comme de sa perpétuation infinie. Al-Qaida était peut-être absent d'Irak avant la guerre, mais il s'y est maintenant clairement établi, justifiant paradoxalement la présence des Américains, ces héros de la « lutte anti-terroriste » dont les images d'horreur produites « en toute innocence » dans la prison d'Abou Gharib, ont définitivement fait perdre l'innocence de tout un peuple.

Sur le temps long maintenant, il faut rester humble, ne pas trop se hâter de proposer un diagnostic. L'avenir sera fait de toutes sortes de mouvements complexes et contradictoires, positifs et négatifs, qui interagiront. Nous n'avons pas fini de mesurer les conséquences de cette guerre d'Irak sur le Moyen-Orient, avec des réactions en chaîne sur probablement des décennies. Quelque soit le jugement porté sur cette guerre, on ne peut que constater la fin du statu quo et le début d'un processus, certes difficile et incertain, de transformations profondes au Moyen-Orient. Des voix émergent, des acteurs nouveaux se manifestent, et même si, comme un éditorialiste du *New York Times* le disait récemment, « pour que les Irakiens gagnent il faut que les Etats-Unis perdent »², des effets bénéfiques émergeront aussi de l'*ubris* des Américains, parfois sans que ces derniers l'aient même voulu, comme la chute possible de régimes qui restent encore le principal soutien de leur puissance au Moyen-Orient, et comme, on doit l'espérer, l'invention possible d'une démocratie proprement irakienne.

Etats-Unis/ Europe : Mars vs. Vénus ?

Robert Kagan, intellectuel néo-conservateur américain, proche des milieux du pouvoir, opposait, dans un livre brillant qui a fait beaucoup de bruit, les Etats-Unis, incarné par le dieu Mars, à l'Europe, qui serait plutôt sous l'invocation de Vénus. Avec beaucoup de brio, il nous provoque, nous Européens, et nous oblige, pour la première fois depuis longtemps, à penser notre rapport très ambigu à la puissance. Ainsi, nous serions les faibles et les Américains les puissants, assertion provocatrice qui nous blesse dans notre amour-propre et nous conduit le plus souvent soit à relativiser le déséquilibre de puissance, soit à souhaiter que nous le résorbions rapidement grâce au gonflement de nos budgets militaires, à contre-courant des choix qui jusque-là ont été les nôtres en faveur du modèle social européen. Or, plutôt que de se contenter de réagir à son discours, il serait préférable d'assumer notre spécificité et de déceler les failles de son raisonnement. Car Kagan se trompe à deux niveaux : d'abord parce qu'il ne saisit pas ce que le sens de la construction européenne (il parle toujours d'Europe et jamais d'Union Européenne); ensuite parce qu'il ne comprend pas le monde et l'irréductibilité de nos rapports respectifs à ce monde.

Sur le premier point, il nous dit en effet que l'Europe correspond à un paradis kantien, une région du monde où les Etats auraient fait le pari de la paix perpétuelle - ce en quoi il a tout à fait raison. Même s'il est encore trop tôt pour porter un jugement définitif, nous semblons bien parti pour gagner ce pari. Pour autant, il ne s'agit pas d'évaluer ce paradis kantien à l'aune du premier Kant, celui qui rêvait d'un *État monde*, d'une sorte de *super État* au niveau mondial. Si elle a eu cette tentation, l'Union Européenne est en fin de compte plutôt devenue disciple du second Kant, qui s'est rendu compte qu'un État global était trop dangereux, et qu'il fallait plutôt une confédération d'Etats fondée sur des relations d'égalité et le respect de la diversité, et dont le fonctionnement reposerait sur le droit et le multilatéralisme. C'est ce pari que l'Union Européenne a cherché et cherche encore à réussir. Kagan le reconnaît, mais considère que ce discours est là pour masquer notre faiblesse militaire et que, comme on dit ici, *on fait ce qu'on peut avec ce qu'on a*. Dans une approche du monde assez marxiste finalement, il considère que notre réalité matérielle, notre faiblesse militaire, détermine nos idées. Nous ne serions évidemment pas conscients de ce déterminisme et aurions hypocritement construit ce discours néo-kantien pour mieux glorifier

² David Brooks, "For Iraqis to Win, the U.S. Must Lose", in *The New York Times*, 11 mai 2004.

notre impuissance, alors que, en fait, nous n'aurions tout simplement pas les moyens de la puissance. Pour répondre à Kagan, il nous faut retourner son raisonnement. Si nous sommes faibles militairement, c'est par choix, pas par nécessité. *Nous ne sommes pas kantien parce que faibles, mais faibles militairement parce que kantien*. Si la tentation d'être une Europe puissance a été forte au début, notamment à l'époque de de Gaulle, avec le temps l'Europe a progressivement choisi d'assumer cette identité-là, en l'appelant *puissance civile*. Ce choix s'est imposé d'autant mieux que si l'Union Européenne comme les États-Unis sont des réalités *postcoloniales*, les Européens, eux, ont eu une expérience coloniale qui les oblige aujourd'hui à mettre à distance toute tentation colonialiste. D'où une Europe qui, au lieu d'exporter ses conflits au reste du monde comme elle l'a fait durant quatre siècles, cherche au contraire à importer les défis et les difficultés du monde.

Sur le deuxième point, Kagan et les néo-conservateurs disent que non seulement nous sommes un paradis kantien, mais qui plus est sous la forme d'une petite île qui survit, sans que nous en soyons conscients évidemment, grâce aux supertankers américains qui nous protègent, au-delà de nous, contre un monde hobbesien du *tous contre tous*, remplis d'États voyous. *"Seul le marteau reconnaît les clous"* dit-il, et comme nous n'avons pas de marteau, nous ne voyons pas qu'il y a des clous sur lesquels il faut taper, ce que le marteau US se charge heureusement de faire. Il est clair que nous, Européens, ne voyons pas le monde de cette façon, pas parce que nous serions naïfs, mais parce que d'une part, depuis au moins la chute du mur de Berlin, la démocratie et l'État de droit progressent un peu partout, même de manière inégale et partielle, et qu'il faut donc jouer le jeu du droit à l'échelle internationale ; et que d'autre part, nous avons conscience de la force des engrenages et que si nous traitons le monde comme des clous hobbesiens, ils risquent en effet de le devenir. Nous, Européens, comptons beaucoup sur les engrenages positifs, et ne voulons pas créer des engrenages négatifs.

L'UEtopie, ou l'Europe comme boîte à outils

Dans ses rapports au monde extérieur, l'Europe doit donc parvenir à se présenter comme une *alternative* à la puissance américaine, tout en devant elle aussi prendre conscience du danger d'arrogance qui la guette - ne pas proposer une version *soft* de la mission civilisatrice. L'Europe a inventé une façon de vivre ensemble, de coexister, de gérer l'interdépendance économique et politique, de créer de la richesse, de produire du sens commun. Pourquoi ne pas partager cette expérience, élargir la méthode à notre voisinage ? Bien sûr, cette représentation d'un centre d'où les lumières se diffusent en direction de la périphérie, peut prendre une connotation impérialiste si on ne met pas l'accent pas sur la dimension pionnière et expérimentale du processus européen. L'Union Européenne est un laboratoire, une boîte à outils dont certains peuvent aussi servir à l'extérieur.

A condition pourtant que l'Europe sache tourner le dos à un comportement hypocrite et schizophrène qui était celui du temps des colonies où les grands principes valables à l'intérieur devenaient brusquement caduques à l'extérieur. Tocqueville, parfait exemple de cette attitude schizophrénique, pouvait ainsi louer les grands principes de la démocratie (en Amérique, prolongement du Vieux Continent) et dans le même temps justifier les méthodes radicales (razzias et massacres) utilisées par l'armée du général Bugeaud pour conquérir et soumettre l'Algérie. Pour dépasser cet héritage tocquevillien, il faut être capable de déployer les mêmes pratiques en externe qu'en interne. C'est le *principe de cohérence*, qui nécessite une véritable révolution des mentalités, dans la mesure où il suppose d'accepter d'évaluer les politiques des pays membres à l'aune de leurs effets pour les pays non-membres, et d'en tirer les conséquences si les coûts pour les seconds sont nettement plus élevés que les bénéfices pour les premiers. A voir la manière dont le dossier agricole est encore traité, malgré les beaux discours, nous n'en sommes pas encore là.

Pour opérer ce changement de perspective, nous devons aussi apprendre à être davantage inclusifs, c'est-à-dire à reconnaître à l'autre un droit de regard sur ce que nous faisons, un droit d'évaluation critique – ce que j'appellerai la *réciprocité* d'influence. Nous ne discutons avec les pays méditerranéens que lorsqu'il est question d'aller soutenir une politique industrielle en Algérie, de mettre en place une collaboration en matière de sécurité avec le Maroc ou de promouvoir le développement des médias en Egypte, toutes actions à sens unique qui ne font qu'entériner la relation sujet-objet au fondement du partenariat entre l'UE et les pays arabes du sud de la Méditerranée. Le post-colonialisme bien compris suppose non seulement que nous commençons à écouter le point de vue de ces derniers sur ce qui se fait chez nous, mais aussi que nous respectons les principes de co-décision, de co-détermination pour tous les projets que nous menons ensemble, notamment dans le cadre du processus de Barcelone. La Commission parle maintenant, à propos des pays méditerranéens, de « nouveau voisinage » (!), s'enfermant un peu plus dans une dichotomie entre l'Union Européenne, qui dicte les normes, les standards à respecter pour s'approcher du « modèle européen », et les pays arabes dont les subventions accordées dépendent du niveau atteint en fonction d'une échelle d'évaluation conçue par nous. C'est cette logique qu'il faut changer.

Comment faire, concrètement, pour que l'interdépendance, au fondement du processus de construction européenne, puisse être à son tour le moteur du partenariat euroméditerranéen, et favoriser notamment les avancées que le droit d'initiative de la Commission a rendu possible dans le cadre de l'UE ? En ne se contentant pas d'attendre de la Commission qu'elle produise par elle-même des changements novateurs. D'abord, parce qu'elle très ouverte aux suggestions, ne propose jamais que ce qui est porté par les acteurs impliqués dans les dossiers qu'elle traite, et qu'il faut donc la pousser à avoir des projets plus imaginatifs, plus ancrés dans la société civile. Ensuite, parce que beaucoup d'initiatives novatrices sont le fait d'acteurs qui se situent à la marge des institutions, mais que celles-ci savent récupérer une fois développées. Ainsi, la nouvelle « Fondation Euroméditerranéenne pour le dialogue entre les cultures et les civilisations », dans laquelle la Commission s'investit beaucoup aujourd'hui, ne serait probablement jamais née sans toutes les initiatives antérieures qui travaillaient dans ce sens. Encore faudrait-il aussi réformer les rapports de pouvoir au sein de l'Europe, ce qui est un autre débat.

Intégration de la Turquie : un test pour l'Europe

Un bon test pour mesurer cette capacité que l'Europe aurait d'être davantage inclusive est bien sûr la question de l'intégration de la Turquie dans l'Union Européenne, question qui met directement en jeu la définition de l'identité européenne. Ce débat représente non seulement un défi pour l'Europe, mais il peut avoir des répercussions planétaires : si l'Europe fait montre d'une réelle capacité à conduire un grand débat de civilisation en son sein et d'intégrer un pays musulman et démocratique, engagé dans de profondes réformes pour parvenir à rejoindre l'UE, alors elle sera pour le monde entier un exemple qui sera la preuve vivante que le « clash des civilisations » n'était qu'une interprétation fallacieuse de la réalité.

Pour autant, il est clair que l'Europe ne renonce pas, dans le cadre de cette question de l'intégration de la Turquie, à exercer ses prérogatives de *puissance normative*, et, de fait, des progrès plus ou moins notables ont été observés sur presque tous les dossiers sensibles, de Chypre (où, contrairement aux Chypriotes grecs, le gouvernement turc comme les Chypriotes turcs ont eu une attitude exemplaire avant le référendum du 24 avril 2004 organisé par l'ONU), au respect des droits de l'homme, notamment du droit des minorités (kurde en premier lieu), à l'exception peut-être de la reconnaissance du génocide arménien.

Pour autant, la position de la Turquie, entre l'Est et l'Ouest, peut tout aussi bien être valorisée en tant que pont, zone d'intersection, facilitateur de dialogue, que susciter la méfiance de la part des uns (voir le rejet des opinions publiques européennes) comme des autres qui pourraient craindre que l'Europe ait d'abord pour motif de faire jouer à la Turquie

le rôle de force auxiliaire d'intervention auprès des co-religionnaires dans les périphéries arabes et musulmanes (voir l'intervention de Daho Djerbal au cours des Rencontres). Or, si le gouvernement turc de R. T. Erdogan, d'orientation « conservateur-démocrate » ou « musulman-démocrate », a su refuser d'apporter son appui au traditionnel allié américain en Irak, il a aussi cherché à faire avancer la question du rapport entre religion et politique, Islam et modernité, et, ce faisant, a accepté et internalisé ce rôle de médiateur entre cultures politiques. On peut espérer que son exemple permettra aux Européens d'accepter de façon plus magnanime l'expérimentation islamo-démocrate dans le pourtour méditerranéen.

Au-delà de Bruxelles, l'EuroMéditerranée post-coloniale

Pour que le projet euroméditerranéen prenne consistance et favorise l'émergence d'une communauté qui transcende le clivage Nord/Sud, Occident/Islam, il devra remplir au moins cinq conditions, qui prolongent les principes de cohérence et de réciprocité d'influence suggérés ci-dessus.

En évoquant une « communauté de projets », Ahmed Youssef réinvente ce que les nationalistes du 19^e siècle appelaient la « communauté de destin », tout en donnant moins de poids – et avec raison – à l'aspect identitaire du « vivre ensemble ». Au-delà d'une identité méditerranéenne qui existe bel et bien, cette idée suppose d'abord de se projeter concrètement dans l'avenir en faisant des paris ensemble et en faisant face ensemble à des risques communs. De plus, une communauté de projet en Méditerranée reflète aussi l'idée qu'il ne s'agit pas d'une « région » comme l'Europe géographiquement définie et à terme close, mais bien au contraire une idée, une culture, un état d'esprit ... presque un état d'âme.

Mais pour y parvenir, il faut progressivement oublier Bruxelles. Le problème de la coopération méditerranéenne est qu'elle n'est pas centrée sur Malte, Le Caire ou Athènes mais sur Bruxelles. C'est là que tout le monde vient, de tout le pourtour méditerranéen, pour se réunir sous la pluie bruxelloise. Il faut donc décentrer la coopération euro-méditerranéenne et la recentrer sur cette *mer commune* qui est son objet et son emblème.

Par ailleurs, cette coopération passe beaucoup trop aujourd'hui par des relations d'État à État. Elle devrait au contraire servir à redonner des moyens d'actions aux sociétés civiles, qui ont davantage de capacités à initier des changements de fonds, comme l'illustre si bien l'initiative de Genève dans le cadre du conflit israélo-palestinien. Il est vrai que les institutions détiennent les leviers du pouvoir et contrôlent les budgets. Il faut donc réfléchir à la meilleure façon de donner du pouvoir à ces acteurs issus de la société civile.

Pour que ces acteurs puissent tisser des liens transversaux, construire des références communes tout en s'enrichissant des spécificités de chacun, il est essentiel de dépasser la gestion purement sécuritaire de la relation euro-méditerranéenne, bien trop souvent synonyme d'humiliation pour les populations du Sud. Il faut donc réhabiliter le respect de la dignité humaine, replacer l'homme au centre et favoriser par conséquent la circulation des hommes, des femmes et des enfants. Il nous faut repenser nos lois sur l'immigration, mais aussi le rôle des entreprises, pour que les mouvements migratoires puissent être plus fluide, temporaire, faits d'allers-retours incessants entre pays d'émigration et pays d'immigration, jusqu'à ce qu'un jour les deux en viennent à se confondre.

Enfin, l'Europe doit cesser d'être à ce point nombriliste, comme le débat sur la Constitution, totalement autocentré, a pu l'illustrer. On n'évoque pratiquement pas le reste du monde et encore moins la Méditerranée, si ce n'est parce que notre seul contrepoint, les États-Unis, nous oblige à parler du monde. J'aurais donc une proposition pour terminer, en espérant que les Rencontres d'Averroès seront un lieu qui pourra la répercuter : après la Convention européenne chargée d'écrire un projet de Constitution, pourquoi n'aurait-on pas une grande Convention méditerranéenne dans les deux années qui viennent, où tous les participants seraient sur un même pied d'égalité ? Loin du Parlement européen de Strasbourg, on se

réunirait en Méditerranée pour réinventer une nouvelle forme de communauté méditerranéenne... Comme Thierry Fabre en appelle avec sa sagesse passionnée: Gardons le sens de l'utopie !